

« On sera des marionnettes »- Martine Morissette



Martine Morissette
ARCHIVES, LEDROIT

ma PRESSE
DANIEL LEBLANC
Le Droit

Après les fleurs, le pot, dit l'expression. Deux semaines après que le Carrefour Jeunesse Emploi de l'Outaouais (CJEO) ait été couronné lors des Grands Prix québécois de la qualité, sa directrice générale et membre fondatrice du réseau des CJE au Québec y va d'une sortie en règle contre le gouvernement Couillard.

Comparant l'ère actuelle à rien de moins que celle de Duplessis sur certains aspects, Martine Morissette se dit prête à se battre jusqu'au bout pour que les libéraux n'aillent pas de l'avant avec la réforme envisagée des CJE, qui doit entrer en vigueur le 1er avril. Mme Morissette croit qu'elle risque carrément de mener à moyen terme à la disparition de l'organisme.

À la suite de trois rencontres avec un comité national tenues entre le 21 octobre et le 19 novembre et sur lequel siégeait Mme Morissette, le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale a décidé qu'Emploi-Québec, par l'entremise de chacune de ses directions régionales, signera dès le printemps des ententes de service avec les CJE. Desservant depuis leur création tous les jeunes de 16 à 35 ans nonobstant leur statut socio-économique, les CJE devront plutôt dorénavant offrir leurs services en priorité aux jeunes prestataires de l'aide financière de dernier recours et aux jeunes admissibles à l'assurance-emploi.

La dirigeante du CJEO dénonce la réforme. Elle croit dur comme fer à la mission première de l'organisme et à l'accessibilité universelle. À son avis, le gouvernement est en train de «jeter le bébé avec l'eau du bain» avec sa stratégie de restructuration des 110 CJE de la province.

«Nous qui sommes habitués de travailler en concertation, on est en train de nous dire qu'on deviendra des sous-traitants, des exécutants. On sera des marionnettes, les décisions vont se prendre à Québec. Si ça se concrétise, plus de 3000 jeunes seront privés de nos services dans la région, alors qu'on en dessert 7000 sur une base annuelle», déplore Mme Morissette, qui, rappelant que le modèle.

Or, la refonte est déjà en marche puisque dans une lettre datant d'il y a 48 heures et dont LeDroit a obtenu copie, la directrice régionale d'Emploi-Québec Claire Gendron demande au conseil d'administration du CJEO de lui transmettre par écrit un engagement de principe d'ici le 3 décembre afin d'amorcer des pourparlers pouvant mener à une entente de service. À défaut d'un tel engagement, Emploi-Québec dit qu'il sera dans l'obligation de faire appel à d'autres ressources externes.

Le conseil du CJEO a répondu positivement à cette demande, mais ne compte pas baisser les bras malgré tout afin de défendre sa mission.

Ironiquement, non seulement les installations du CJEO (qui compte 37 employés) sont actuellement en processus d'agrandissement à Gatineau, note Mme Morissette, mais l'organisation se fait aussi servir la même médecine qu'il y a deux décennies.

«Au milieu des années 90, lors d'une crise fédérale, Ottawa nous a laissé tomber. Toute la communauté s'est levée et a dit que ça n'avait pas d'allure. Le gouvernement provincial de Jacques Parizeau nous a ensuite repris sous son aile, et là, 20 ans plus tard, Québec est en train de nous faire le même coup que le fédéral à l'époque. Jamais on n'aurait pensé ça», se désole-t-elle.

Dans un long entretien avec LeDroit, Mme Morissette va plus loin et déplore par ailleurs à titre personnel la manière d'agir du gouvernement Couillard à l'heure actuelle.

«Le climat est malsain actuellement. Je ne suis pas certaine que le gouvernement est tout à fait conscient des impacts réels de ses récentes décisions. On revient à un niveau centralisation comme je n'ai jamais vu, on laisse tomber la dimension sociale et les régions au profit de l'économie. [...] Sincèrement, je ne crois pas qu'on a voté pour ça. Voter pour assainir les dépenses publiques et une bonne gestion, oui. Personne n'est contre ça. Mais le faire avec une charrue comme ça, non. Je crois qu'il y a moyen de prendre un peu plus son temps pour ne pas tout détruire et avoir à reconstruire», lance-t-elle.

Pour dénoncer cette réforme, une marche de mobilisation organisée par les quatre CJE de la région est prévue lundi prochain dès 9h30 aux bureaux du 350, boulevard de La Gappe.